

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2011)  
**Heft:** 3

**Vorwort:** Editorial  
**Autor:** Vautravers, Alexandre

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



M-113A3 ACAV au Caire, au milieu de manifestants.

Editorial

## Nouveau Nouvel Ordre Mondial : La fin justifie les moyens ?

**Lt col EMG Alexandre Vautravers**

Rédacteur en chef, RMS+

Le 19 mars 2011 ont débuté les premières frappes aéronavales au-dessus de la Libye. 112 missiles de croisière américano-britanniques, des frappes contre des véhicules blindés par des *Mirage 2000D* et des *Rafale* français, ainsi que des *Harrier* américains, ont donné un coup d'arrêt à l'offensive aéroterrestre de l'armée libyenne contre le bastion de la révolte à Benghazi.

En Côte d'Ivoire, la prise de pouvoir du président élu pro-occidental Alassane Ouattara est renforcé par l'action de la Communauté internationale, contribuant à l'arrestation de son rival Laurent Gbagbo le 11 avril. Après des années de frictions et d'accrochages avec les 9'000 soldats de la Paix de l'ONUCI, puis l'envoi d'un contingent français (opération LICORNE, 900 hommes) sous commandement indépendant.

Le 1<sup>er</sup> mai enfin, une unité de forces spéciales américaines prend d'assaut la résidence où se terre Oussama Ben Laden depuis 2006, peut-être même 2004, sous les yeux et à la barbe (...) du Gouvernement, des forces armées et des services de renseignement pakistanais, dont la réaction ne peut que surprendre – heureux de revendiquer la victoire dans les premières heures, puis revendiquant leur souveraineté et menaçant ceux qui la violeraient à l'avenir...

Tout ceci se déroule sur une toile de fond de révolutions dans le monde arabe. Faut-il se réjouir de ces changements? Faut-il les encourager? Vingt ans après la guerre du Golfe, assistons-nous à l'essor d'un nouveau (...) Nouvel Ordre mondial?

Les régimes autocratiques tunisien et égyptien sont tombés rapidement, dans une violence mesurée et relativement contrôlée. Comme une traînée de poudre, la volonté de changement s'est répandue à travers le monde arabe, se mêlant à de nombreuses querelles préexistantes. On trouve ainsi en Libye une situation qui tient autant du coup d'Etat que de l'aspiration démocratique d'une partie de la population. Les insurgés libyens sont-ils véritablement représentatifs d'une majorité de la population? L'armée

du colonel Kadhafi lutte-t-elle contre des civils en armes ou contre des rebelles armés et organisés – voire encouragés par des forces étrangères? En tiendra-t-on compte lorsqu'il faudra juger les futures « coupables » au sens du Droit international humanitaire?

L'Occident est divisé entre un opportunisme belliqueux (Sarkozy, Clinton), une ambiguïté peu intelligible (Obama, Rasmussen) et une réserve contreproductive (Merkel, Berlusconi). L'absence de concordance et de coordination est frappante, comme l'absence de *leadership* international. Les « partenaires » ne sont guère d'accord sur les objectifs, mais encore moins sur les moyens autorisés pour y parvenir.

L'ONU n'est pas à l'abri des critiques, développant en 2001 une doctrine –la « responsabilité de protéger » (R2P)- si ambiguë qu'elle laisse les uns et les autres l'interpréter de manière restrictive ou au contraire autorisant l'ingérence humanitaire.

Les faucons qui ont produit ces interventions ont-ils saisi une opportunité? A quel prix? Que vaudront, demain, les Résolutions de l'ONU et sa Charte, qui repose pourtant sur le principe de la souveraineté – cheville centrale de la défense des petits contre les grands.

Ces faucons ont-ils appliqué le principe que la fin justifie les moyens? L'OTAN est-il engagé aujourd'hui en Libye, la France en Côte d'Ivoire, parce qu'il est désormais possible d'influencer les changements dans ces pays de manière décisive?

Cette fin n'est-elle pas de courte vue? Car à y regarder de plus près, deux mois après les événements en Turquie ou en Egypte, le tableau s'assombrit vite. Le spectre de l'Islamisme est bel est bien présent. Et la pression des faucons à la démocratisation ne peut que révéler son ampleur. Les sanctions économiques et l'absence d'investissements durant la phase de transition rendent ces gouvernements *ad interim* impopulaires et impuissants. Combien de temps avant qu'ils ne tombent à leur tour ou, pire, qu'ils se retournent du côté du post-colonialisme antioccidental?

Et demain ? On voit s'élever aujourd'hui des voix pour intervenir en Syrie. Ces mêmes interventionnistes poussent à des sanctions toujours plus lourdes en Iran. Pourtant, peu de voix se sont élevées pour faire pression sur d'autres Etats du Golfe, ou sur Israël. Voilà qui renforce le sentiment, à travers le monde, que la Communauté internationale agit avec deux poids et deux mesures. L'évocation par le Président Obama d'une paix au Proche Orient aux frontières d'avant 1967 ne surprend donc pas. Et personne n'est dupe : il ne s'agit que de faire bonne mesure.

Ces questions touchent, évidemment, les acteurs internationaux : le Conseil de Sécurité de l'ONU, les USA, l'OTAN, l'UE. Mais ils touchent aussi les petits Etats -Suisse, Autriche, Danemark, Hollande, Norvège, Suède, etc- dont la voix compte aujourd'hui plus que jamais dans une sécurité collective et internationale.

On a noté que la diplomatie helvétique a été très proactive dans le gel préventif d'avoirs de dirigeants arabes. L'Autriche participe à l'architecture de sécurité de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE. Le Danemark, la Hollande et la Norvège ont engagé des moyens aériens au-dessus de la Libye. La Suède propose également ses avions.

Ce numéro de la RMS révèle les ventes d'armes et les liquidations de matériel de guerre autrichiens en Afrique du Nord. Ces ventes n'ont, à l'époque, pas suscité

d'inquiétudes ou de reproches. On considérait ces régimes comme stables, alliés et garants de nos intérêts à long terme.

Certains diront que la vente d'armes encourage les actions militaires. Etonnamment, ici, peut-être expliquent-ils au contraire la position très mesurée des forces armées et les transitions de régime plus rapides et plus douces. En effet, vu de Washington ou de Paris, Tahir ne doit pas devenir un nouveau Tienanmen. Ecraser des manifestants avec des chars russes, de Détroit ou d'Issy-les-Moulineaux est politiquement une toute autre affaire...

Vingt ans après la guerre du Golfe, le nouveau Nouvel Ordre mondial est celui de l'interdépendance sécuritaire. Les « dividendes de la Paix » des années 1990 en Europe ont encouragé les conflits dans le Sud et n'ont pas renforcé les capacités des Etats à gérer ou à résoudre les conflits. Le désarmement devrait servir à nous rassurer, pas à nous laisser désarmés...

A+V

Manifestants égyptiens sur la place Tahir, au Caire. Certains sont dressés sur un M60, dont 120 ont été vendus par l'Autriche et plus de 800 par les USA.

